

Paraguay : Pouvoir de la rue, poids du passé

Publié par VOIXDELHEXAGONE le 20 MAI 2017

Par **Ella Micheletti**.

C'est un article sur les trois cents que compte la Constitution paraguayenne qui a valu ces semaines de manifestations soldées par un mort et une trentaine de blessés en mars et avril au Paraguay. Le président Horacio Cartes voulait modifier l'article 229 à l'occasion d'une réforme constitutionnelle. Retour sur un échec cuisant.

La Constitution paraguayenne du 20 juin 1992 n'est pas qu'un simple cadre juridique visant à régir le fonctionnement du pays. Comme de nombreuses constitutions, elle symbolise un renouveau, une renaissance démocratique pour les 6,6 millions de Paraguayens qui ont vécu trente-cinq sous le régime autoritaire du militaire Alfredo Stroessner. Les Paraguayens sont particulièrement attachés à l'article 229, celui-là même à l'origine des violentes manifestations qui ont émaillé les mois de mars et d'avril. Conformément à ses dispositions, « *le Président de la République et le Vice-Président resteront en exercice pendant cinq années improrogables, à compter du 16 août suivant les élections. Ils ne pourront en aucun cas être réélus[...]* »

Une réforme qui passe mal

Élu le 21 avril 2013, Horacio Cartes (parti Colorado, conservateur) est donc en exercice depuis le 15 août de la même année. Il y a quelques mois, le Président a tenté de proposer à la Chambre des députés et au Sénat un projet de réforme constitutionnelle, visant notamment à modifier l'article 229, pour pouvoir se représenter au terme de l'unique quinquennat prévu par ce texte et qui se terminera en 2018. Cette décision a littéralement mis le feu aux poudres. Fin mars, après le vote par le Sénat d'un amendement autorisant la modification de l'article 229, des Paraguayens sont descendus dans les rues pour manifester leur opposition. Le vendredi 31 mars, ils ont pénétré le Congrès, allumé un brasier devant le Parlement et mis à sac les bureaux des sénateurs favorables à l'amendement.

Les violences ont atteint leur paroxysme lorsque le président de la Jeunesse libérale (formation d'opposition de gauche), Rodrigo Quintana, a été tué par les policiers suite à une descente au sein du Parti libéral, il s'était réfugié. Neuf impacts de balle ont été constatés sur son corps [1]. Depuis,

le père de la victime a pointé du doigt la responsabilité du gouvernement [2]. En outre, Amerigo Incalcaterra [3], représentant pour l'Amérique du Sud du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a demandé au gouvernement paraguayen d'ouvrir une enquête pour connaître les détails de la mort du jeune homme, autrement dit afin de savoir s'il y a eu un « dérapage » de la police qui effectuait la descente. Au total, on compte une trentaine de blessés et plus de 200 arrestations.



Les Paraguayens ont célébré les obsèques de Rodrigo Quintana.

Finalement, le 17 avril, Horacio Cartes a officiellement déclaré renoncer à se représenter. Une décision considérée comme une victoire par l'opposition et dont se sont félicités les États-Unis. Francisco Palmieri, secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'Hémisphère occidental a ainsi déclaré, lors d'une visite au président Cartes : *« Hier, le président a fait une déclaration très importante. Il a très clairement dit que la meilleure manière de résoudre un différend politique passe par le dialogue et cela est le compromis qu'il a fait avec sa déclaration. Je crois que c'est la meilleure manière de procéder. »*

Toutefois, si Horacio Cartes a renoncé à briguer un second mandat, il n'a pas pour autant abandonné la réforme constitutionnelle qui était sur le point d'aboutir. Son « rétro-pédalage » a permis un relatif apaisement social mais le projet est toujours en suspens, dans les tréfonds de la chambre des députés. Pour la sénatrice du Parti Colorado, (parti auquel appartient Horacio Cartes), Lilian Samaniego, *« la décision de Cartes n'implique pas que le projet de réforme constitutionnelle [...] soit retiré des chambres du Congrès [4] »*. Cependant, la suppression du quinquennat unique n'était pas le seul motif des violences. L'opposition dénonçait aussi le fait que la réforme ait été votée en catimini par le Sénat (vingt-cinq Sénateurs sur quarante-cinq), sans

aucun référendum adressé à la population. Si l'opposition a objectivement gagné une bataille, elle n'a pas encore gagné la guerre. Comme l'a bien rappelé Rafael Filizzola, le président du parti d'opposition Parti démocrate progressiste, « *le geste qui compterait réellement serait de retirer le projet [5]* ».

Le poids du passé paraguayen

Les réactions virulentes déplorées à la suite de cette tentative de modification constitutionnelle s'expliquent surtout par le poids de l'histoire du pays. Les Paraguayens se révèlent extrêmement attachés à ce principe du quinquennat unique. Pour eux, il s'agit d'un gage de renouvellement politique et d'une garantie démocratique pour éviter de revivre un passé sombre. En effet, le militaire Alfredo Stroessner détient la première place sur le podium des hommes politiques restés le plus longtemps au pouvoir parmi les pays d'Amérique du Sud. Fidel Castro est resté Président des Conseils d'État et des ministres de la République de Cuba du 2 décembre 1976 au 24 février 2008 tandis qu'Alfredo Stroessner a été Président de la République du 15 août 1954 au 3 février 1989, soit trente et un ans pour le premier et presque trente-cinq pour le second. Face à des adversaires politiques inexistantes, Alfredo Stroessner a pu être réélu sept fois, tous les cinq ans, jusqu'à ce qu'il soit victime d'un coup d'État en 1989, fomenté par un de ses proches, le général Andres Rodriguez Pedotti. Alfredo Stroessner a maintenu d'une poigne de fer un régime autoritaire et clientéliste. Les chiffres demeurent incertains mais on estime qu'entre 1000 et 3000 Paraguayens ont été assassinés sous sa présidence. Deux millions auraient été poussés à l'exil.

Stroessner avait notamment réussi à obtenir le soutien (politique et financier) des États-Unis dès les années 1950. En pleine période de Guerre froide et de maccarthysme, il s'était affirmé comme un anti-communiste acharné. Outre l'instauration d'un culte du chef exacerbé, il alimentait tout un système de « cour » qui s'activait autour de sa personne à travers des marchés de contrebande et des trafics de drogue. Après son renversement en 1989, lumière a été faite sur son long



Alfredo Stroessner

« règne », à travers la découverte, en 1992, des milliers d'archives de la police à son service. À l'instar des familles d'opposants disparus un peu partout en Amérique du Sud, les Paraguayens découvrent peu à peu ce qui est arrivé à certains de leurs proches durant la dictature d'Alfredo Stroessner. Ana de Mancuello, interrogée par la BBC en 2002, n'a par exemple jamais revu son fil

aîné arrêté, Jose. Interpellé avec son père et son frère, le jeune homme n'est jamais réapparu. Ana a depuis eu accès à ce qu'on nomme « les Archives de la Terreur » : « *Tout était là, les noms des tortionnaires, les heures durant lesquels ils avaient été torturés, combien ils étaient.* [6] »

Créée en 2003, la Commission Vérité et Justice a travaillé de 2004 à 2008 sur les crimes commis par le régime de Stroessner, afin de lever le voile sur les disparitions et de faire publiquement reconnaître les préjudices et souffrances des victimes et de leurs familles. Elle a fini par publier ses conclusions [7] en huit tomes où sont, entre autres, recensés « *détentions arbitraires et privations illégales de liberté, torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, disparitions forcées de personnes et exécutions extrajudiciaires, exil [...] crimes de genre, violences sexuelles, violences infantiles, négation de droits aux peuples indigènes* ».

« *Tout était là, les noms des tortionnaires, les heures durant lesquels ils avaient été torturés, combien ils étaient.* »

Le régime d'Alfredo Stroessner a pu se reposer sur le puissant parti Colorado, parti quasi unique à l'époque face à une opposition fantoche ou étouffée dans l'œuf. Ce parti traditionnel paraguayen, auquel appartient Horacio Cartes, a gardé la mainmise sur le pays puisqu'il est toujours au pouvoir aujourd'hui (après la brève parenthèse de la présidence de centre-gauche de l'ancien évêque des pauvres, Fernando Lugo de 2008 à 2012), même s'il a mis de l'eau démocratique dans son vin trouble. Il existe désormais une opposition libérale (de gauche) beaucoup plus consistante qu'à l'époque d'Alfredo Stroessner. Cette opposition, appelée Alliance Patriote pour le Changement, craint que le Parti Colorado ne soit rattrapé par ses vieux démons. C'est pourquoi elle tente de conserver ce qu'elle considère comme des garde-fous démocratiques indispensables pour le Paraguay. Composée de huit partis tel que le Parti démocrate progressiste, le Parti démocrate chrétien ou le Parti de la rencontre nationale, cette coalition représente la seconde force politique du pays. Si elle ne parvient pas à détrôner le Parti Colorado, les événements de mars et avril prouvent qu'elle est devenue un contre-pouvoir essentiel. Une bonne nouvelle pour le Paraguay car nul régime ne saurait avancer sur la voie de la démocratisation sans un principe effectif de pluralisme politique.

[1] « El joven opositor fallecido recibió 9 impactos de bala », *telam.com.ar*, 1er avril 2017.

[2] « Padre de Rodrigo Quintana responsabilizó al Gobierno de su muerte », *snt.com.py*, 1er avril 2017.

[3] Voir les informations du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour Amérique du Sud.